

**ARRETE N°0854/MJDHICAB DU 16 AOUT 2022
PORTANT OUVERTURE D'UN CONCOURS PROFESSIONNEL EXCEPTIONNEL
D'ACCÈS EN 2023 À L'EMPLOI DES ADMINISTRATEURS DES SERVICES PÉNITENTIAIRES
DE L'INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE, EN ABREGÉ (INFJ)**

**LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE
ET DES DROITS DE L'HOMME,**

- Vu** la Constitution ;
- Vu** la loi n° 92-570 du 11 septembre 1992 portant Statut Général de la Fonction Publique ;
- Vu** le décret n° 84-119 du 07 mars 1984 tel que modifié par le décret 94-411 du 07 mars 1994 instituant les droits d'inscription aux concours administratifs ;
- Vu** le décret n° 93-607 du 2 juillet 1993 portant modalités communes d'application du Statut Général de la Fonction Publique ;
- Vu** le décret n° 93-609 du 2 juillet 1993 portant modalités particulières d'application du Statut Général de la Fonction Publique ;
- Vu** le décret n° 2005-40 du 03 février 2005 portant création de l'Institut National de Formation Judiciaire ;
- Vu** le décret n° 2013-634 du 10 septembre 2013 portant nomination du Directeur Général de l'Institut National de Formation Judiciaire ;
- Vu** le décret n° 2015-432 du 10 juin 2015 portant classification des grades et emplois dans l'Administration de l'Etat et dans les Etablissements Publics Nationaux ;
- Vu** le décret n° 2016-842 du 19 octobre 2016 déterminant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'Institut National de Formation Judiciaire ;
- Vu** le décret n° 2021-451 du 08 septembre 2021 portant organisation du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ;
- Vu** le décret n° 2022-269 du 19 avril 2022 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- Vu** le décret n° 2022-270 du 19 avril 2022 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
- Vu** le décret n° 2022-301 du 04 mai 2022 portant attributions des Membres du Gouvernement,

ARRETE :

Article 1^{er} : Il est organisé, les **21, 22, 23 et 24 décembre 2022**, le concours professionnel exceptionnel d'accès en 2023, à l'emploi des administrateurs des services pénitentiaires.

Le nombre de places mises au concours sera fixé ultérieurement.

Les dispositions du présent arrêté, complétées par celles du guide des concours de l'INFJ, réglementent ledit concours.

Article 2 : Le concours est organisé par l'INFJ.

Article 3 : Peuvent faire acte de candidature les attachés des services pénitentiaires qui remplissent les conditions ci-après :

1. âgées de **46 ans** au moins au **01 janvier 2022** ;
2. être en activité dans un des emplois des services pénitentiaires à la date d'ouverture du concours et compter à cette date, au moins dix ans d'ancienneté dans le corps des greffiers dont cinq (05) années au moins de service effectif en qualité d'attaché des services pénitentiaires;
3. être à la date d'ouverture du concours à au plus 06 mois de la date d'admission à la retraite ;
4. n'ayant pas encouru de sanction disciplinaire autre que l'avertissement ou le blâme au cours des trois (03) dernières années de service ;
5. avoir suivi régulièrement un cycle de formation en vue de l'inscription au concours professionnel exceptionnel et avoir obtenu à l'issue de ce cycle une attestation délivrée par le Directeur de l'Institut et constatant sa participation assidue aux travaux du cycle.

Article 4 : L'organisation et les modalités pratiques de participation aux cours de préparation visés à l'article précédent sont précisées par une décision du Directeur de l'INFJ.

Article 5 : Le dossier de candidature comprend les pièces suivantes :

1. une demande manuscrite établie sur papier libre en double exemplaire, adressée à Monsieur le Ministre de la Justice et des droits de l'Homme avec l'avis motivé du chef de l'administration au sein de laquelle il exerce
2. l'agrément donné par la Direction des Service Judiciaires et des Ressources Humaines ;
3. un extrait d'acte de naissance ou jugement supplétif en tenant lieu ;
4. l'arrêté de nomination en qualité d'attaché des services pénitentiaires ;

5. un certificat de prise de service en qualité d'attaché des services pénitentiaires, établissant que le candidat y compte dans ledit emploi au moins dix ans de service effectif à la date d'ouverture du concours;
6. le certificat de prise de service dans le corps des personnels des services pénitentiaires, établissant que le candidat y compte au moins dix ans de service à la date d'ouverture du concours;
7. une attestation de non sanction disciplinaire autre que l'avertissement et le blâme pendant les trois dernières années ;
8. l'attestation de participation et d'assiduité aux cours de préparation délivrée par le Directeur de l'INFJ ;
9. une fiche de candidature ;
10. quatre photos d'identité numérique ;
11. une enveloppe format (15 x 22,5) timbrée portant l'adresse exacte du candidat

Article 6 : Les droits d'inscription au concours sont fixés à **35 000 FCFA**, outre les frais de pochette et de prise de vue. Le paiement est effectué en ligne au moment de l'inscription.

Les droits d'inscription au cours de préparation s'élève à **65 000 FCFA**, (décret n°1993-609 du 02/07/1993).

Article 7 : L'inscription au concours se fait en ligne sur le site de l'INFJ (www.infj.org.ci), dans la période allant du **lundi 15 août au vendredi 16 septembre 2022**.

La période de dépôt des dossiers est du **lundi 31 octobre au vendredi 04 novembre 2022, délai de rigueur**.

Article 8 : La liste des candidats autorisés à concourir est publiée par voie de presse, par affichage à l'INFJ et sur le site internet : www.infj.org.ci. au plus tard l'avant-veille du début des épreuves écrites.

Les épreuves du concours se déroulent aux lieux et horaires indiqués par la Direction de l'INFJ.

Les candidats se présentent une heure avant le début de chaque épreuve munis uniquement d'une pièce d'identité et de leur convocation.

Article 9 : Les membres des jurys d'admissibilité et d'admission sont nommés par arrêté du Ministre en charge de la Justice sur proposition du Directeur de l'INFJ.

Article 10 : Le concours comporte :

- 1/ des épreuves écrites d'admissibilité,
- 2/ une épreuve orale d'admission définitive.

Article 11 : Les épreuves écrites d'admissibilité sont les suivantes :

- a) un sujet d'ordre général, d'une durée de **4 heures**, avec un **coefficient 4** ;
- b) un sujet portant sur l'organisation judiciaire, d'une durée de **3 heures**, avec un **coefficient 3** ;
- c) un sujet portant sur la gestion administrative et budgétaire d'un établissement pénitentiaire, d'une durée de **3 heures**, avec un **coefficient 3** ;
- d) un sujet portant sur la rédaction administrative, d'une durée de **3 heures** avec un **coefficient 3**.

Article 12 : Chaque épreuve d'admissibilité est choisie par le jury d'admissibilité parmi une série de sujets proposés par la Direction de l'INFJ. Les copies des candidats sont corrigées par deux correcteurs différents au moins et sont affectées d'une note allant de 00 à 20 s'il y a un écart égal ou supérieur à trois points entre les deux notes, il est procédé à une troisième correction par un troisième correcteur.

Une note égale ou inférieure à 05 sur 20 dans l'une des épreuves est éliminatoire sauf si le jury en décide autrement par une délibération spécialement motivée.

Article 13 : Les résultats d'admissibilité sont proclamés par le Jury d'admissibilité et publiés par la Direction de l'INFJ par voie de presse, par affichage à l'INFJ et sur le site internet : **www.infj.org.ci**.

Article 14 : Seuls les candidats déclarés admissibles subissent l'épreuve orale.

Article 15 : L'épreuve orale d'admission définitive porte sur un exposé de culture générale, présenté devant le jury d'admission pendant une durée totale de 20 minutes. Chaque membre du jury d'admission évalue le candidat et lui affecte une note sur 20. La moyenne obtenue est affectée du **coefficient 03**.

Article 16 : Le jury, après délibération, proclame les résultats d'admission définitive qui sont publiés par la Direction de l'INFJ par voie de presse, par affichage à l'INFJ et sur le site internet : **www.infj.org.ci**.

Article 17 : En cas de nécessité, le Directeur de l'Institut National de Formation Judiciaire peut réaménager les dates prévues dans le cadre de l'organisation et du déroulement des opérations du concours.

Article 18 : Le Directeur de l'Institut National de Formation Judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire et communiqué partout où besoin sera.

Ampliations :

-SGG	01
-Cour de Cas et C E	02
-MJDH (Cab et DSJRH)	08
-MEF	01
-MBPE	01
-INFJ	01
-JORCI	01

Fait à Abidjan, le 16 août 2022



(Signature)
Jean Sansan KAMBILE